Communiqué de IBS/ SANDAWANA

Une entreprise citoyenne et présente depuis 25 années à Mayotte s’indigne,

Elle s’indigne que ses enfants, mères et pères, femmes et hommes, soient aujourd’hui maltraités et passés aux gaz lacrymogènes par des agents de la force publique agissant sur ordres et qui témoignent « *j’ai des ordres qui viennent de très haut, je ne suis qu’un exécutant, si je pouvais ne serait-ce qu’influer sur la décision de celui qui me donne des ordres je le ferais, on a essayé*»

Que se passe t’il dans ce jeune département, dont les promesses de fonds peuvent aiguiser l’appétit de ceux qui n’ont jamais été là pour investir ces vingt dernières années, préférant rester dans des installations précaires, donner des contrats de travail précaires pour lever l’ancre facilement si nécessaire ?

La société VINCI CONSTRUCTION DOM TOM n’a eu de cesse, dans l’ombre ou pas, d’agresser le Groupe IBS, son premier serviteur qui lui a permis de faire ses affaires à Mayotte mais aussi à la Réunion mais la famille et l’histoire ne comptent pas pour le capitalisme.

Se vantant, sans honte, d’avoir acquis un terrain de 260 000 M² à 1 Euros du M² « *selon les lois de la République*» ; aujourd’hui, mercredi 22 janvier 2020, VINCI a bénéficié de la bénédiction de l’Etat et de la force publique pour violer, en toute connaissance de cause, une propriété privée précédant la leur et pour laquelle l’accès leur est formellement interdit.

Comment réagirait une personne, saine d’esprit, si on violait son domicile, en lui faisant usage de violence et de gaz lacrymogène ?

Le discours tenu par VINCI n’est pas porteur d’espoir pour ce jeune département. Ils n’ont jamais eu besoin d’avoir une carrière pour performer en construction à l’image de la Réunion où ils occupent pourtant une partie essentielle de la commande publique sans maitriser la moindre carrière.

Aujourd’hui ils ont menti et ont réussi, par extraordinaire, à entraîner avec eux les autorités. Sous prétexte de devoir « *faire des relevés en vue d’instruire les autorisations réglementaires* », Vinci a sollicité un accès à la carrière de Kangani, ce que IBS a accepté mais dans un souci d’apaisement suggéré de passer par un accès disponible ne traversant ni le village de Kangani, ni le terrain pour lequel une procédure judiciaire d’autorisation de passage, à leur initiative, suit son cours.

IBS et le village de Kangani connaissent une histoire commune forte, pas toujours évidente et qui a demandé à tous des efforts sociaux et de construction pour trouver l’apaisement. La demande du village de voir privilégier un autre accès pour les poids lourds est légitime car la route traversant le village ne peut recevoir une surdensification du trafic là où des véhicules légers peinent déjà à se croiser.

Pourtant, aujourd’hui VINCI, plutôt que trouver un dialogue, a sciemment sollicité et bénéficié de la force publique pour forcer un passage au travers du village de Kangani mais aussi au travers d’un terrain privé, sans décision de justice ou mandat. Une telle épreuve de force, pour finalement rester moins de 3 minutes, prendre une photo d’un téléphone et repartir avec 30 Gendarmes pour « protéger » leurs royales personnes d’une population apeurée et blessée. Où sont les fameux relevés géotechniques et autres qui devaient être fait ?

Pour cette photo, plus de 100 personnes, femmes et hommes, luttant pour leur sécurité, celle de leurs familles et leur gagne-pain ont été agressées en plein visage aux gaz lacrymogènes, bousculées et blessées physiquement dont évacuation par ambulance.

La société SANDAWANA tient à dénoncer cette violation de propriété privée et l’usage de la force publique à notre encontre, et apporte tout son soutien aux travailleurs et à la population.

Tout cela ne s’oublie pas.